

CAS n°1

M. Gaston Haluile, agriculteur, dirige en compagnie de son épouse Eva, une exploitation employant une cinquantaine de salariés.

L'agriculteur a procédé à un emprunt auprès de sa banque qui a demandé la caution solidaire d'Eva.

Les époux ont entrepris de commercialiser des produits issus de leur exploitation. Ils ont notamment décidé d'organiser, par le biais de publicité, des visites payantes de leurs installations fromagère

Se posent deux types de questions. La première est celle de la détermination de la qualité des personnes physiques et morales. La seconde concerne la nature des actes juridiques exercés.

I. Qualité des personnes physiques et morales

1. La qualité de Gaston Haluile

Gaston Haluile est immatriculé au registre de l'agriculture et produit des fromages. Compte tenu du caractère productif de l'exploitation, peut-on considérer Gaston comme un commerçant.

Selon l'article 121-1 « sont commerçants tous ceux qui exercent des actes de commerce et en font leur profession habituelle »

Deux conditions découlent de cet article d'une part l'exercice d'acte de commerce puis d'autre part la répétition de ces actes.

Il semble que la production de fromage constitue la profession principale et habituelle de Gaston compte tenu des divers moyens employés. En effet si l'activité était occasionnelle M. Haluile n'aurait pas employé de salariés ni procéder à des emprunts importants.

En revanche l'activité exercée, bien que productrice, peut faire obstacle étant donné qu'elle relève de l'agriculture. Pour une loi de 1988 est intervenue pour affirmer le caractère civil des activités agricoles. En conséquence on peut en déduire que M. Haluile exerce une profession civile. D'autant plus que ce dernier est inscrit au registre de l'agriculture

2. Les salariés

Vue l'article L121-1 du code de commerce et la nature civile de l'exploitation, les salariés n'ont pas la qualité de commerçant. Ils relèvent du droit civil.

3. Eva et Gaston

Les deux époux commercialisent des produits qui ne proviennent pas de leur exploitation. Par ailleurs ils organisent des visites payantes de leurs installations fromagères. L'organisation de visite à titre onéreux constitue-t-elle une activité commerciale exercée à titre professionnel et habituel ? Si tel est le cas M et Mme pourront être considérés comme des commerçants.

Selon l'article 110-1 « la loi répute acte de commerce tout achat de biens meubles pour les revendre, soit en nature, soit après les avoir travaillés et mis en œuvre ».

L'achat pour revendre constitue donc un acte de commerce, en l'espèce il semble que la commercialisation des produits constitue bien un achat pour revendre étant donné qu'ils ne proviennent pas directement de l'exploitation du couple. Mais pour conférer la qualité de commerçant aux deux époux il faut ajouter à la commercialité de l'activité la condition de l'accomplissement à titre de profession habituelle.

Le professionnel doit tirer de son activité régulière, continue, les moyens nécessaires ou en partie nécessaires à sa subsistance. Il n'est pas exigé qu'il s'agisse d'une profession principale, une profession commerciale secondaire peut suffire, mais pas une occupation occasionnelle. Quant à l'habitude, c'est une notion juridique qui requiert deux éléments :

l'élément matériel, c'est-à-dire la répétition de certains actes, et l'élément intentionnel qui exclut les actes involontaires.

En l'espèce, le couple exerce cette activité à titre secondaire en plus de l'exploitation de leur ferme mais de façon professionnelle et répétée étant donné qu'ils commercialisent les produits depuis deux ans et à titre onéreux. En conséquence, M. et Mme Haluile ont qualité de commerçant dans le cadre de la vente de produit.

Concernant l'organisation des visites de leur fromagerie, la qualification de l'activité est moins évidente compte tenu de l'absence d'achat pour revendre. En effet l'article 110-1 AL 1 ne s'applique pas aux prestations de service. En revanche l'alinéa 5 répute actes de commerce « toute entreprise de fournitures, d'agence, bureaux d'affaire, établissement de vente à l'encan, de spectacle public ».

Mais peut-on considérer la visite d'une fromagerie comme un spectacle public ? la CA de Versailles du 10 février 1994 a considéré que la commercialité n'est pas seulement réservée aux théâtres et peut s'appliquer aux groupements agricoles d'exploitation en commun proposant ses services par publicité. Toutefois la jurisprudence exige l'intention de tirer profit de l'activité. En l'espèce les visites sont des services par publicité et proposés à titre onéreux. L'activité semble ensuite exercée à titre professionnel compte tenu de son exercice régulier. On peut appliquer l'art 110-1 AL 5 et reconnaître les visites de la fromagerie comme des actes de commerce qui confèrent la qualité de commerçant aux époux.

Envisageons maintenant la qualité des personnes morales en présence.

B/ Personnes morale

1/ L'entreprise

L'exploitation de M. Haluile constitue une entreprise dans la mesure où l'agriculteur emploie une cinquantaine de salariés et des moyens matériels pour les besoins de cette activité.

Mais comme on l'a vu précédemment toutes les activités relatives à l'agriculture sont en principe exclues de la sphère commerciale, l'entreprise sera donc civile.

2/ Le crédit Campagnard

Le crédit campagnard est une banque. Aux termes de l'article 110-1 « la loi répute actes de commerce toute opération de courtage, de banque et de change ». L'article 311-1 précise que les opérations de crédit sont des actes de commerce.

Si l'on applique l'art la condition de commercialité est bien respectée, concernant l'accomplissement des actes de commerce dans le cadre d'une profession habituelle, la condition semble à nouveau respectée. En effet les opérations de crédit sont des actes fréquents dans les banques. En conséquence le crédit campagnard est bien un commerçant.

II Nature des actes juridiques exercés

Ce cas pratique envisage plusieurs actes juridiques. Envisageons dans un premier temps les actes juridiques des personnes physiques puis dans un second temps ceux des personnes morales.

A) Actes juridiques accomplis par Gaston

1. Acquisition du matériel

Cette acquisition est-elle un acte de commerce à l'égard de Gaston ?

Nous avons démontré que Gaston en tant qu'exploitant agricole n'a pas la qualité de commerçant. En conséquence l'acquisition de matériel pour son exploitation constitue un acte civil.

2. L'emprunt

N'étant pas commerçant l'emprunt ne constitue pas un acte commercial à l'égard de Gaston. En revanche pour la partie qui a émis l'acte, en l'espèce la banque, l'emprunt constitue bien un acte de commerce puisque la banque a la qualité de commerçant. Dans cette situation qui oppose un commerçant et un commerçant la doctrine considère que l'acte est mixte.

3. La vente des produits et les visites Constituent des actes de commerce

CAS n°2

M. Henri, fabricant de bougeoirs, a effectué diverses commandes auprès de la SA Preskovic le 14 janvier 2008. Parmi ses achats, deux d'entre eux sont destinés à son activité professionnelle, il s'agit de machine, outils et d'étain, le troisième est en revanche destiné à des fins personnelles. M. Henri a payé ses commandes mais n'a reçu aucune facture. Mais seul l'étain a été livré alors qu'un mois s'est écoulé.

M. Henry exige la livraison mais la société prétend qu'aucune commande n'a été effectuée.

Ce cas pratique envisage plusieurs problèmes tels que l'inexécution contractuelle, la compétence juridictionnelle.

Pour résoudre ces problèmes il convient dans un premier temps de déterminer la qualité des contractants et la nature des actes en présence

I/ Qualité des contractants et nature des actes en présence

A/ M. Henri et la SA

1. M. Henri

M. Henri est fabricant de bougeoirs, a-t-il la qualité de commerçant ?

Aux termes de l'article 121-1 « sont commerçants tous ceux qui exercent des actes de commerce et en font leur profession habituelle ».

Deux conditions découlent de cet article d'une part l'exercice d'acte de commerce puis d'autre part la répétition de ces actes

Pour déterminer la commercialité d'une activité il faut se référer à l'art L110-1. L'alinéa 5 dispose que « toute entreprise de manufactures » sont commerciales. L'entreprise de manufacture correspond à l'industrie de transformation. La jurisprudence semble appliquer cet article avec rigueur. En effet deux critères sont traditionnellement reconnus pour reconnaître la qualité d'entreprise commerciale. Il s'agit de la spéculation sur le travail d'autrui ou de machine ainsi que le recours à des moyens.

M. Henri exerce bien une activité industrielle qui consiste à fabriquer des bougeoirs. Par ailleurs il semble affecter à cette activité divers moyens tels que de la main d'œuvre et l'emploi de machine. Son activité est donc commerciale.

Concernant l'accomplissement de l'activité à titre professionnel et habituel, tout laisse penser que M. Henri a bien la qualité de commerçant. L'affectation des divers moyens matériels

présume le caractère habituel et onéreux de l'activité. On peut donc en déduire que M. Henri est un commerçant.

La SA Preskovic est une personne morale, l'article L210-1 issu d'une loi de 1966 dispose que sont commerciales à raison de leur forme, les sociétés en commandite dite simple, les SARL, les sociétés en nom collectif et les sociétés par action ».

Or la société Prekovic est une SA, elle constitue donc une société par action qui est commerciale quelque soit son objet.

B/ actes en présence

Le principal acte en présence constitue le contrat de vente passé entre M. Henri (l'acheteur) et la SA.(vendeur). M. Henri a effectué plusieurs achats, d'une part des achats personnels puis d'autre part des achats destinés à son entreprise (machine, outils, et de l' étain).

Deux situations juridiques sont à distinguer : la première concerne les achats destinés à l'entreprise. On sait en principe que lorsqu'un commerçant, entrepreneur individuel, se livre à des actes de nature civil pour les besoins de son activité professionnelle, ils sont considérés comme des actes de commerce par accessoire, appelés encore actes de commerce subjectifs. C'est ainsi que l'achat de machine, outils et matières premières, actes civils, deviennent commerciaux en raison de leur affectation à l'activité commerciale principale.

Il en va différemment de l'achat des articles destinés au besoin personnel de l'entrepreneur. Il s'agit dans ce cas d'actes civils accomplis par un commerçant en dehors de son activité commerciale principale.

La vente effectuée par la SA constitue elle en revanche un acte commercial, il résulte de sa commercialité par la forme, que sont également commerciaux par leur forme tous les actes accomplis pour son compte.

II/ L'inexécution du contrat

Le mois suivant la commande, M. Henri n'a toujours pas reçu les machines et outils qu'il avait achetées à la SA Prekovic.

Pourra t'il obtenir les outils et les machines ?

Les règles juridiques applicables en matière d'inexécution contractuelle dépendent de la qualité des contractants. En présence d'actes civils le droit commun s'appliquera. Le droit civil prévoit en cas de non exécution des obligations contractuelles la résolution judiciaire. En revanche pour les actes de commerce, le droit commercial s'appliquera. L'inexécution des actes de commerce ne fait l'objet d'aucune disposition spécifique.

Or en l'espèce les parties au contrat ont réalisé des actes de commerce, le droit commercial s'appliquera donc.

En cas de défaillance totale d'un vendeur, l'acheteur bénéficiaire bénéficie d'une faculté de remplacement aux frais du vendeur. Cette procédure ne nécessite pas obligatoirement un recours au juge. L'acheteur doit commencer par mettre en demeure le vendeur de lui livrer les marchandises. Si le vendeur ne s'exécute pas, il achète alors auprès d'un tiers des marchandises en même quantité et de même qualité. Le vendeur devra lui en verser le prix.

En l'espèce la solution paraît moins évidente étant donné que la SA nie l'existence des actes de commerce. Le recours au juge semble donc nécessaire.

M. Henri devra alors supporter la charge de la preuve. Aux termes de l'article L 110-3 « les actes de commerce peuvent se prouver par tous moyens à moins qu'il n'en soit autrement disposé par la loi ». Il en résulte de cet article que la preuve des actes de commerce est libre.

M. Henri compte tenu de l'absence de facture pourra prouver ses commandes par le témoignage de son ami qui était présent physiquement lors des achats. Mais il faut noter que

l'appréciation de la preuve relève de l'appréciation souveraine des juges du fond. Mais en l'espèce il est très probable que les juges appliquent la procédure de remplacement. M. Henri pourra donc obtenir ses outils.

Mais quel sera le tribunal compétent pour trancher ce litige ?

III/ La compétence du tribunal

Quelle est la juridiction compétente pour trancher le litige ? La compétence matérielle et territoriale devront être envisagées successivement.

Pour identifier la juridiction compétente il faut tenir compte de la nature des actes passés. En l'espèce l'acte est commercial pour les deux parties. Le COJ confère la compétence au tribunal de commerce de trancher « les contestations relatives aux transactions et engagements entre négociants, banquiers pour raison de commerce et de celles relatives aux actes de commerce entre toutes les personnes ». En application de ce texte, M. Henri en tant que demandeur pourra saisir le tribunal de commerce.

Concernant la compétence territoriale les règles du droit commun s'applique. Le principe est celui de la compétence du tribunal du domicile du défendeur, en l'espèce le siège social de la SA, donc le tribunal de Nancy sera compétent. Mais en matière contractuelle, le demandeur peut aussi saisir le tribunal du lieu de livraison effective de la chose, en l'espèce le domicile du demandeur, c'est-à-dire Brest.